



Munich Personal RePEc Archive

Moral Money in Sub-Saharan Africa? On ensuring ethics to drive sustainable investment

Kohnert, Dirk

GIGA, Institute for African Studies, Hamburg

28 June 2023

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/117780/>
MPRA Paper No. 117780, posted 29 Jun 2023 06:28 UTC

La monnaie morale en Afrique subsaharienne ?

Garantir l'éthique pour favoriser l'investissement durable

Dirk Kohnert ¹

La monnaie morale en Afrique



Source: © [Adobe Stock](#), 2023

Résumé : L'argent dirige le monde. L'importance de l'argent est toutefois bien plus grande que ne le laissent entendre la théorie économique conventionnelle et ses équations héroïques. Les gens ont inventé leurs propres formes de monnaie, ils ont utilisé l'argent d'une manière qui laisse les théoriciens du marché perplexes, ils ont intégré l'argent dans les relations amicales et familiales et ont modifié le processus de dépense et d'épargne. Plus récemment, Ariel Wilkis a fait dialoguer la sociologie du pouvoir de Pierre Bourdieu avec la sociologie de l'argent de Viviana Zelizer. Il a montré que l'argent est un symbole décisif par lequel se négocient non seulement les possessions matérielles, mais aussi les liens politiques, économiques, de classe, de genre et de génération entre les individus. La menace croissante du terrorisme international a fait prendre conscience que son existence est en soi un fait économique, puisqu'il est financé de différentes manières. Le Sommet africain sur l'argent moral, qui doit se tenir à Johannesburg, en Afrique du Sud, en novembre 2023, vise à libérer des capitaux afin de promouvoir une croissance durable en Afrique subsaharienne (ASS). Cela n'a que trop tardé si l'on considère que les multinationales en ASS polluent l'environnement depuis des décennies et que la corruption, le blanchiment d'argent, les investissements dans les diamants de la guerre, le trafic d'armes et de drogues sont très répandus. L'objectif du sommet est de répondre à des questions telles que : Quel rôle l'Afrique peut-elle jouer dans le dilemme mondial de la décarbonisation ? Comment garantir l'éthique dans les chaînes d'approvisionnement en matières premières ? Comment les investisseurs éthiques peuvent-ils éviter d'investir dans des placements dans des sociétés aux activités amORAles, telles que les "diamants du sang", le trafic d'armes et de drogues ? Compte tenu du pouvoir intact des multinationales et des gestionnaires d'investissement, le résultat de tels sommets est toutefois discutable. Des analyses comparatives de la prise de conscience et des cadres ESG dans les pays africains anglophones, francophones et lusophones révèlent des différences significatives. Les trois gestionnaires d'actifs mondiaux les plus puissants, BlackRock, Vanguard et State Street, font encore preuve de "retenue rationnelle", en particulier en ce qui concerne l'activisme en matière de rendement soutenu propre à l'entreprise. Ils peuvent également utiliser leur pouvoir pour s'engager dans une « hypocrisie rationnelle », similaire à l'écoblanchiment d'entreprise.

Mots clés : [Banque éthique](#), [ESG](#), [Institutions financières internationales](#), [entrepreneur de morale](#), [économie du développement](#), [banques commerciales](#), [Afrique subsaharienne](#), [développement durable](#), [post-colonialisme](#), [secteur informel](#), [commerce international](#), [APD](#), [Afrique du Sud](#), [Nigeria](#), [Sénégal](#), [Angola](#), [Études africaines](#)

JEL-Code: B55, D25, D64, E26, E52, F18, F22, F35, F54, I31, L26, N17, N27, O17, O35, O55, P16, Z13

¹ Dirk Kohnert, expert associé, [GIGA-Institute for African Affairs, Hamburg](#). *Projet:* 30 juin 2023

1. Introduction

Selon un dicton populaire, « l'argent fait tourner le monde ». On dit qu'il s'agit d'un instrument impersonnel réduisant les relations sociales à des espèces impersonnelle et dure. Ainsi, les gens partout dans le monde oublient souvent que l'argent dans notre monde contemporain est fondamentalement basé sur la confiance, l'une des valeurs les plus fondamentales de la vie sociale. Bien que ce point de vue soit loin d'être nouveau (Wang, 2019), la signification sociale de l'argent a connu une renaissance dans la perception du public ces dernières années. Ainsi, la sociologue économique [Viviana Zelizer](#) a montré comment les gens ont inventé leurs propres formes de monnaie, incorporant des fonds dans des réseaux d'amitié et de relations familiales, et variant le processus par lequel les dépenses et l'épargne ont lieu (Zelizer, 1994 ; 2017). Quinze ans plus tard, Ariel Wilkis fait dialoguer la sociologie du pouvoir de [Pierre Bourdieu](#) avec la sociologie de l'argent de Viviana Zelizer dans une étude largement acclamée, portant sur le pouvoir moral de l'argent, à partir d'un cas ethnographique auprès des pauvres d'un bidonville de [Buenos Aires](#) (Wilkis, 2017). Il a fait valoir que l'argent est un symbole décisif utilisé pour négocier non seulement les possessions matérielles, mais aussi les liens politiques, économiques, de classe, de sexe et de génération entre les individus.

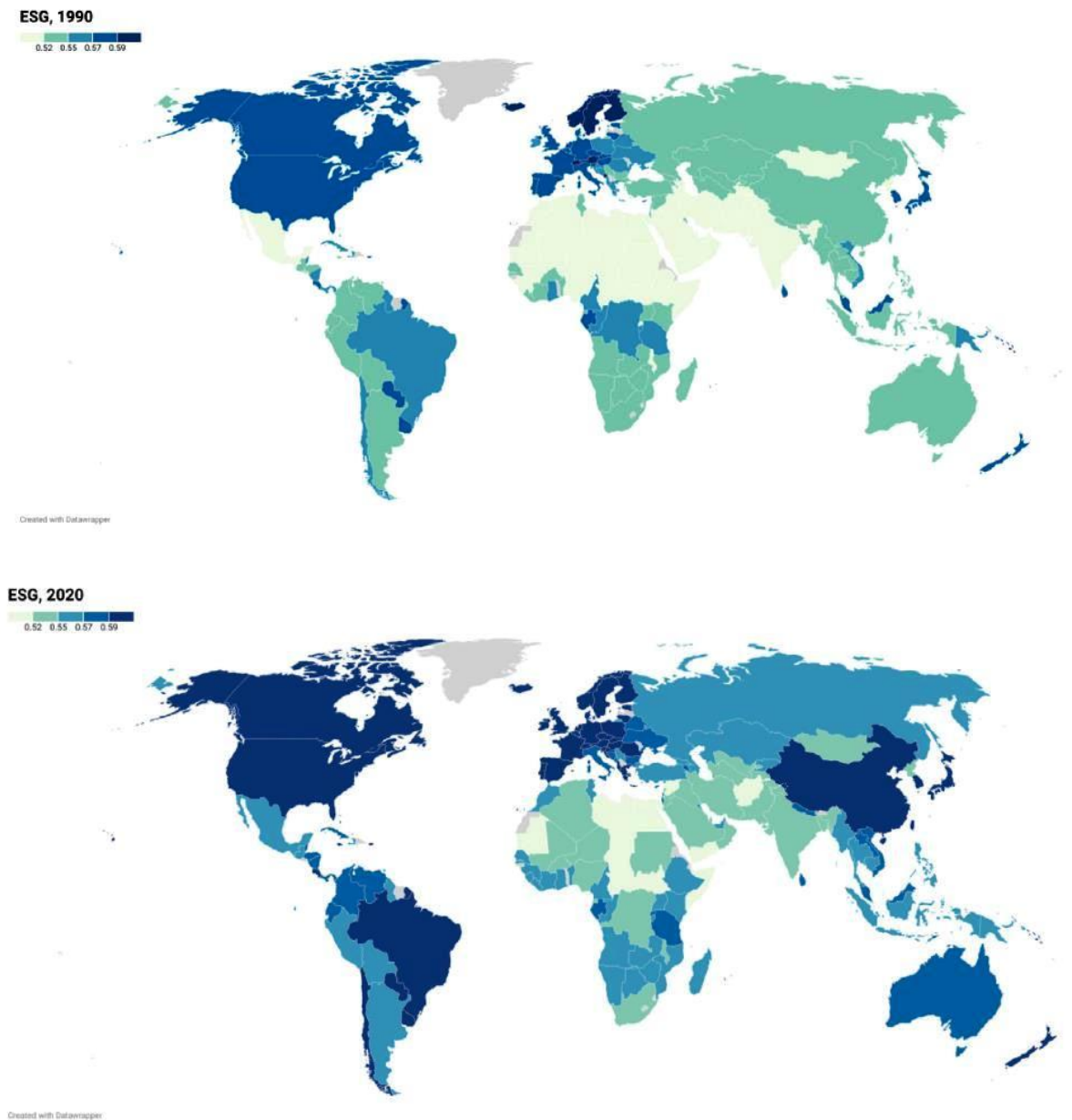
Il y a déjà plus d'un siècle, le sociologue et philosophe allemand [Georg Simmel](#) soulignait le fait que bien que le système monétaire c.p. renforce la liberté individuelle, il peut aussi avoir des conséquences douteuses (Simmel, 1900 ; 2004). Un salarié dans un monde capitaliste développé n'a pas nécessairement de meilleures conditions de vie qu'un esclave. Dans une économie monétaire, les individus auront tendance à placer leurs intérêts financiers au-dessus des objectifs de la société ou de l'État. Cela nous rappelle la perspicacité [d'Adam Smith](#), selon laquelle, en général, les échanges économiques basés sur des motifs égoïstes améliorent la richesse des nations, et que les actions sociales sont un meilleur guide pour comprendre l'économie que les sentiments moraux.

Alors que « [l'argent sale](#) », y compris le blanchiment d'argent, le trafic de drogue, d'armes et d'êtres humains, ainsi que les profits des diamants du sang ont été thématiques pendant des décennies dans la littérature scientifique, la question de l'investissement éthique et de l'évitement des « [sin stocks](#) » (valeurs pécheresses) est relativement nouvelle sur l'ordre du jour, du moins dans le monde occidental. L'investissement socialement responsable ([ISR](#)) et la gouvernance environnementale, sociale et d'entreprise ([ESG](#)) ont stimulé ces dernières décennies à partir d'un marché de niche, principalement en tant que pratique d'exclusion fondée sur la religion, par ex. de la banque et de la [finance islamiques](#) (*Halal*) ou du christianisme fondamental ([Quaker](#)), vers une stratégie dominante d'analyse des risques pour les investisseurs institutionnels et les particuliers (Kenton, 2022). Il est de plus en plus évident que les facteurs ESG constituent un risque important pour les investisseurs financiers. Pourtant, il manque encore de transparence, de taxonomie mondialement acceptée ainsi que d'honnêteté et d'engagement durable (Martini, 2021). En mai 2020, par exemple, la [Commission européenne](#) a mandaté la société d'investissement multinationale américaine [BlackRock](#) pour réaliser une étude sur l'intégration des risques et des objectifs environnementaux, sociaux et de gouvernance dans les règles bancaires de l'[UE](#) (« le cadre prudentiel ») (Médiateur européen, 2020). Cependant, des membres du [Parlement européen](#), dont la Médiatrice européenne [Emily O'Reilly](#), ont mis en doute l'impartialité de BlackRock au regard des objectifs du [Green Deal](#) européen, visant à fournir un cadre pour des investissements durables. Ils pensent que c'était comme faire confiance au chat pour garder la crème (European Parliament, 2021; Stroobants, 2020).

En fait, les analyses des pratiques réelles ont révélé un « [greenwashing](#) », c'est-à-dire que beaucoup n'ont pas adhéré à leurs politiques déclarées, mais ont également violé une

multitude de lois (Kenton, 2022). Enfin et surtout, les pays hautement industrialisés ont eu tendance à commencer plus tôt et à se concentrer davantage sur le développement [ESG](#), tandis que les pays à faible revenu ont moins investi dans le développement durable (Jiang & Feng & Yang, 2022).

Graph 1: Répartition géographique de l'indice ESG souverain en 1990 et 2020



Source: Jiang & Feng & Yang, 2022

Dans ce qui suit, différents aspects de [l'investissement éthique ou d'impact](#) en [Afrique subsaharienne](#) (ASS) seront abordés, montrant entre autres, le dilemme de [l'argent sale](#), le développement de la conscience environnementale, sociale et de la gouvernance d'entreprise ([ESG](#)) africaine, en prenant l'exemple de le prochain « *Moral Money Summit Africa* » en novembre 2023 à [Johannesburg](#), en [Afrique du Sud](#). Une analyse comparative des différentes prises de conscience et cadres ESG dans les pays africains [anglophones](#), [francophones](#) et [lusophones](#) sera présentée, en prenant l'exemple de [l'Afrique du Sud](#), du [Nigeria](#), du [Sénégal](#) et de [l'Angola](#).

2. Le dilemme de l'argent sale

Caricature 2: La « pompe à fric » africaine²
L'Afrique n'est pas pauvre, elle est pillée



Source: Dessinateur français 'Herlé', © (Herlé Quinquis)

Selon un dicton commun, « un dollar est un dollar est un dollar », l'argent est généralement considéré comme neutre et ne pue pas. Mais qu'en est-il lorsque sa source est moralement corrompue ? Est-ce que cela affecterait la façon dont les gens le dépenseraient ? Après tout, accepter l'argent sale et le [blanchiment d'argent](#) pourrait impliquer une approbation des moyens immoraux par lesquels l'argent a été acquis. Ainsi, l'argent sale peut créer un conflit d'évaluation (Tasimi & Gross, 2020; Tasimi & Friedman, 2023).

Les chaînes d'approvisionnement de [l'industrie textile](#), par exemple, ont fait l'objet d'un examen minutieux dans le monde entier en raison du recours généralisé au travail des enfants, en particulier dans les pays producteurs asiatiques. En raison de son rôle crucial dans le processus d'industrialisation des pays en développement, les politiques commerciales du textile n'étaient également plus, dès le début des années 1960, soumises aux règles générales de libéralisation des échanges du [GATT](#) qui régissaient les échanges pour tous les autres secteurs (Encyclopédie, 2023). En outre, les questions éthiques occupaient une place importante dans l'industrie du diamant de plusieurs pays africains, l'Angola étant actuellement en tête de liste. Les conflits violents ("[diamants du sang](#)" en [Sierra Leone](#)), le travail des enfants et l'esclavage sont les violations des droits de l'homme les plus répandues. Ainsi, le système de certification du [processus de Kimberley](#) a été introduit en 2003 pour surveiller le commerce des diamants bruts afin d'endiguer le flux de diamants de la guerre. Cependant, les trafiquants contournaient facilement les contrôles. Selon des estimations éclairées, un diamant sur cinq en termes de volume pourrait avoir été produit dans des conditions non-durables ou contraires à l'éthique (Schulte & Paris, 2020).

Contrairement à l'hypothèse selon laquelle l'abondance des ressources naturelles serait un atout crucial pour éradiquer la pauvreté et promouvoir le développement social et économique, le paradigme de la « [malédiction des ressources naturelles](#) » controversée suggère le contraire. En [ASS](#), elle est restée la principale source de conflits. Par conséquent,

² « L'Afrique n'est pas pauvre, elle est pillée », publié le 25 mai 2015 par [Danielle Funfschilling](#). © (tous les droits sont réservés).

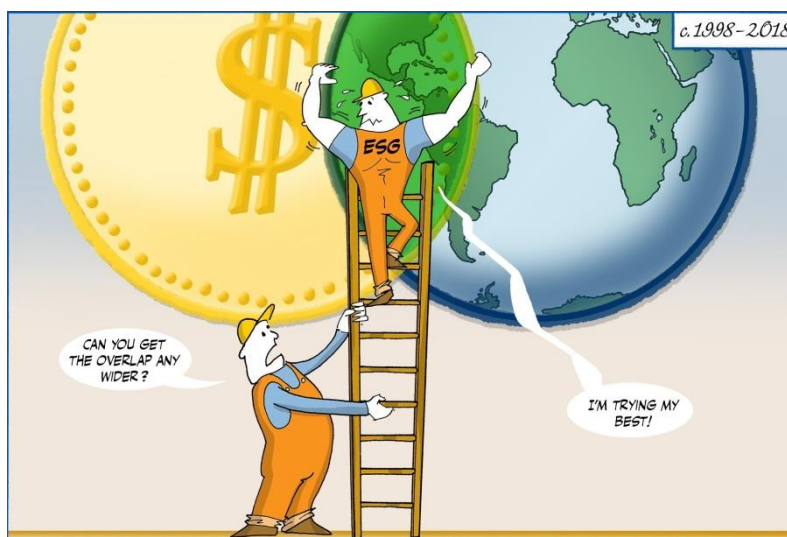
les économistes ont identifié les ressources naturelles comme un facteur causal principal des conflits, notamment en ASS (Bannon & Collier, 2003; Rjoub et al, 2021).

Afin de limiter l'importation de [minerais de conflit](#), tels que le [cobalt](#), l'[étain](#), le [tantale](#), le [tungstène](#), les diamants et l'[or](#) provenant de zones de conflit et à haut risque, l'[UE](#) a adopté en mai 2017 des réglementations sur la chaîne d'approvisionnement qui seront appliquées depuis janvier 2021. Cependant, en ce qui concerne les expériences antérieures avec des cadres normatifs similaires dans des situations de conflit liées aux ressources en Afrique, ces restrictions pourraient être contre-productives et avoir des effets secondaires qui violent les droits fondamentaux de l'homme dans les zones de conflit riches en ressources en Afrique, si elles sont efficaces. Dans certaines de ces régions touchées par le conflit, les revenus de l'extraction minière, principalement artisanale, restent essentiels pour vaincre la faim et la pauvreté. Apparemment, un juste équilibre entre relever le défi des minerais de conflit et respecter les droits de l'homme de la population civile en [ASS](#) doit encore être trouvé (Addaney & Lubaale, 2021).

De plus, [l'Afrique de l'Ouest](#) est devenue au cours des dernières décennies une destination de plus en plus importante dans le système mondial de [trafic de drogue](#). Initialement ciblée comme point de transit pour les utilisateurs finaux, principalement en [Europe occidentale](#), en [Amérique du Nord](#) et dernièrement également en [Asie](#), la sous-région est devenue une destination de marché à part entière pour les [cartels de la drogue](#), principalement [d'Amérique latine](#). Plus récemment, ces derniers ont développé de plus en plus d'importants sites de production en Afrique de l'Ouest pour certains types de drogues, dont les [amphétamines](#), car ceux-ci étaient plus proches des marchés de vente et les contrôles dans la sous-région étaient moins efficaces (Ogunniyi & Akpu, 2019).

3. Sensibilisation à l'ESG en Afrique subsaharienne

Caricature 3: *L'histoire de l'ESG : et maintenant ?*



Source: Austin, 2020

La gouvernance environnementale, sociale et d'entreprise ([ESG](#)), y compris des services bancaires éthiques et sains, avait été considérée comme jouant un rôle central dans la [Renaissance africaine](#) selon un briefing du PDG des [Nations Unies](#) déjà en 2005 (PNUE, 2005). Mohammed Jahed, économiste en chef du programme de développement économique

de l'Union africaine, « Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique » ([NEPAD](#)), adopté en 2001 à [Lusaka, Zambie](#), a souligné que le NEPAD suppose implicitement que le financement durable est une composante fondamentale de la croissance et développement. La transparence et la bonne gouvernance d'entreprise devraient être des éléments essentiels des [institutions financières](#) opérant en Afrique (PNUE, 2005). En tant que moteurs majeurs de la banque durable en [ASS](#), cinq points cruciaux ont été identifiés:

- (1) Les évolutions réglementaires rendent les banques et les investisseurs responsables de leurs impacts environnementaux et sociaux.
- (2) L'expansion des normes internationales, des lignes directrices et des codes de gouvernance d'entreprise qui obligent les institutions financières à reconnaître qu'elles n'agissent plus indépendamment des sociétés et de l'environnement dans lequel elles opèrent.
- (3) La pression de diverses parties prenantes pour une plus grande transparence et divulgation par le secteur financier, concernant leurs décisions de prêts, d'investissement et de souscription, et la peur de la publicité négative qui y est associée.
- (4) Les pressions sociales telles que le besoin de création d'emplois, l'émancipation économique des Noirs (BEE), la réduction de la pauvreté, le VIH/SIDA, etc.
- (5) Potentiel d'avantage concurrentiel qui sous-tend la prise de conscience croissante dans la communauté financière que la prise en compte des problèmes environnementaux et sociaux lors du développement de produits peut augmenter de nouvelles opportunités de marché (UNEP, 2005).

[L'investissement d'impact](#) est d'autant plus important en [ASS](#) que, selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat ([GIEC](#)) des [Nations unies](#), aucun continent ne sera aussi durement touché par le [réchauffement climatique](#) que l'Afrique. Il sera particulièrement vulnérable, car la pauvreté généralisée limite fortement la capacité d'adaptation au changement climatique. Cependant, jusqu'à présent, de nombreux dirigeants africains ont montré une conscience limitée des conséquences du changement climatique si cela impliquait leur propre agence et responsabilité. Un mécanisme africain d'évaluation par les pairs ([MAEP](#)) lié au climat pourrait coordonner une politique de protection du climat efficace, cohérente et transnationale. Un facteur limitant, cependant, pourrait être que le MAEP normal a déjà fait l'objet d'une controverse concernant son rôle en tant qu'instrument d'« auto-évaluation » (Unmüßig, & Cramer, 2008).

En 2014, la Société financière internationale ([IFC](#)), à [Washington, D.C.](#), a prédit d'énormes opportunités pour le secteur financier dans les marchés émergents d'Afrique dans un avenir proche (IFC, 2014). Cependant, les défis macroéconomiques spécifiques à l'Afrique, tels que l'héritage de la corruption et du népotisme, les économies défaillantes et les [États fragiles](#), la mauvaise gouvernance et l'insuffisance de la législation relative à la durabilité, empêcheront un meilleur environnement pour l'investissement durable dans un avenir prévisible (UNEP, 2005). Il est de plus en plus reconnu que de meilleures réglementations formelles sur papier ne se traduiront pas nécessairement par de meilleurs résultats sur le terrain. En outre, une plus grande attention doit être accordée à ce qui se passe au-delà des efforts visant à créer de plus grands niveaux de transparence, en particulier dans le cadre des efforts visant à arrêter les [flux financiers illicites](#) (Harvey, 2019).

4. Sur le Sommet de l'argent moral en Afrique, 2023

Cartoon 4: *Nous, les investisseurs, et « eux » dépendons des ressources naturelles et du sol – a moitié du PIB mondial dépend de la nature !*



Source: © Financial Times, London, 21 juin 2021

Le 21 novembre 2023, un *Moral Money Summit Africa* aura lieu à [Johannesburg](#), en [Afrique du Sud](#), organisé par le [Financial Times](#), [Londres](#), en collaboration avec le *FT Moral Money Forum*. Il est destiné à explorer comment accélérer la croissance durable dans la région dans le contexte, où environ US\$ 1,6 bn seraient nécessaires en cette décennie pour respecter les engagements de [l'Accord de Paris](#) de l'Afrique visant à ralentir le changement climatique. Mais le continent n'a bénéficié que de 2 % des investissements mondiaux dans les énergies renouvelables au cours de la dernière décennie (FT, 2023). L'Afrique n'émet qu'une fraction du carbone des pays hautement industrialisés. Pourtant, il abrite la population à la croissance la plus rapide au monde, un énorme puits de carbone et un marché prometteur de compensation carbone (FT, 2023).

Le plan de transition énergétique de [l'Afrique du Sud](#), par exemple, est assez ambitieux. Le plan quinquennal nécessiterait un plan de 84 milliards de dollars pour financer la transition énergétique de l'Afrique du Sud, ce qui a soulevé des questions sur la manière dont [Pretoria](#) le financera et comment il tiendra ses engagements de [décarbonation](#). Les marchés mondiaux du carbone sont encore évolutifs, volontaires et d'une efficacité incertaine pour un continent qui est le plus vulnérable au monde au changement climatique (FT, 2023). Ces questions, ainsi que d'autres, sont à l'ordre du jour du sommet.

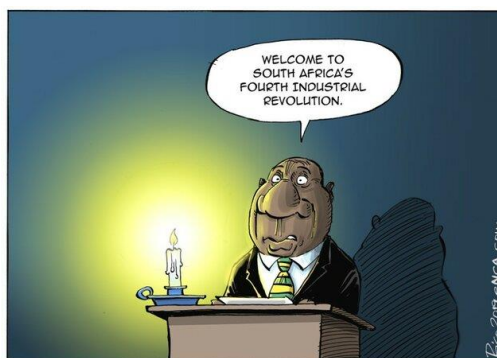
5. Analyse comparative de la sensibilisation et des cadres ESG dans les pays africains anglophones, francophones et lusophones

En raison de la prise de conscience environnementale et sociale croissante dans le monde, les clients attendent des entreprises et des investisseurs qu'ils consacrent plus de temps et d'efforts pour correspondre à ces pratiques durables. Cela a conduit à une augmentation globale des informations [ESG](#) et des instruments de reporting en mettant l'accent sur l'influence des informations ESG sur la performance financière des entreprises. Alors que de nombreux pays européens ont déjà introduit la divulgation obligatoire des informations non-financières, la plupart des pays d'[ASS](#) comme le [Nigeria](#) sont classés comme des pays avec un cadre de démarrage en raison de faibles scores ESG, à l'exception possible de [l'Afrique du Sud](#) qui a soi-disant des scores moyens (Singhania & Saini, 2021). Dans ce qui suit, la sensibilisation et

les cadres ESG de certains pays d'Afrique subsaharienne africains [anglophones](#), [francophones](#) et [lusophones](#) seront comparés.

5.1 Afrique du Sud

Cartoon 5: La longue marche de l'Afrique du Sud vers le 4IR



Source: © [Rico Schacherl](#); 2020 ³

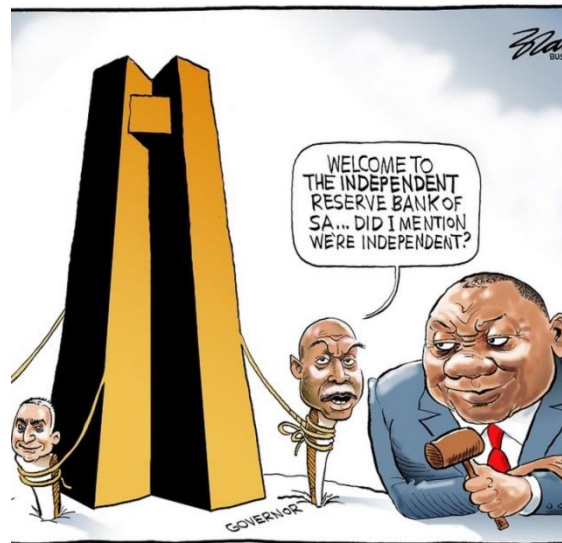
Selon les données [ESG](#) disponibles de la base de données Thomson Reuters [Eikon](#) de 958 sociétés cotées à la Bourse de Johannesburg ([JSE](#)) de 2010 à 2019, les pratiques de performance ESG étaient positivement et significativement liées aux controverses des entreprises concernant l'empiétement, la concurrence malsaine, les comportements négligents et autres scandales. Cela a fait naître des soupçons sur le fait que les managers utilisaient les pratiques ESG plutôt pour du « [greenwashing](#) », qui au final alimentait les controverses des entreprises au lieu de les atténuer (Al-Hiyari & Mas'ud & Kolsi (2023). Concernant la moyenne ESG de 1990 à 2020, [l'Afrique du Sud](#) classée avec 0,530 sur l'extrémité inférieure d'une liste de 171 pays, loin derrière [l'Angola](#) (0,544), le [Sénégal](#) (0,535) et même une place en dessous du [Nigeria](#) (0,530) (Source: Jiang & Feng & Yang, 2022).

Les indicateurs sociaux étaient particulièrement importants dans le pays caractérisé par un taux de chômage élevé, la pauvreté et des inégalités flagrantes. De plus, la prédominance des hommes blancs dans les conseils d'administration des sociétés cotées ainsi que dans les sociétés privées avait été critiquée (Matemane & Moloji & Adelowotan, 2022).

Les entreprises des [marchés émergents](#), notamment des États membres du [BRICS](#) (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), étaient particulièrement responsables du « camouflage » et du « blanchiment » (objectifs verts, bleus, roses, sociaux et de développement durable – ODD) en raison d'une réglementation assez laxiste pour le reporting [ESG](#) et, comme en Afrique du Sud, d'une anti-persistance et d'une mémoire courte par rapport aux critères ESG (Caporale & Gil-Alana & Plastun et al.m 2022). Les opportunités présentées par les sociétés de capital-investissement en adoptant l'investissement responsable comme stratégie d'investissement étaient souvent ancrées dans la protection contre les baisses (gestion des risques) et dans la recherche de nouvelles opportunités de création de valeur. Cependant, les entreprises ont continué à faire face à d'importants problèmes de capacité pour surmonter les défis de l'intégration de l'ESG dans les processus d'investissement (Dube, 2020).

³ Rico Schacherl, dessinateur et illustrateur vivant et travaillant à Johannesburg, Afrique du Sud, né en Autriche; Hansrajh, Thejal (2020): South Africa's long walk to 4IR. *LinkedIn*, 29 November 2020.

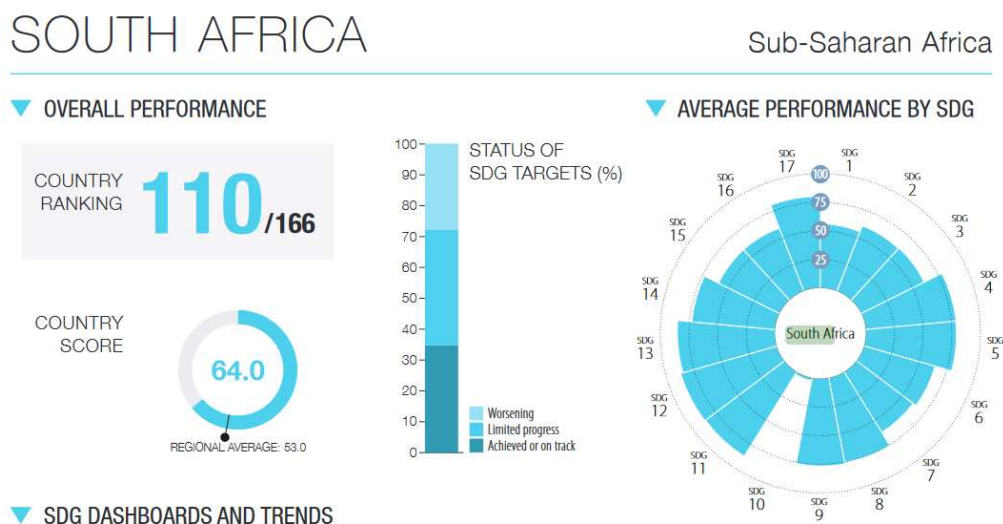
Cartoon 6: *Doute sur l'indépendance de la banque centrale sud-africaine*



Source:: © Jan-Erik Ander, dessinateur; Reynolds, 2019

Les médias ont joué un rôle crucial dans la transmission de la contamination financière lors de la [pandémie de COVID-19 en Afrique du Sud](#). L'Union économique et monétaire ([UEM](#)), le [Royaume-Uni](#) et [l'Afrique du Sud](#) ont joué le rôle de transmetteurs nets pendant la pandémie (Akhtaruzzaman, Boubaker et Umar, 2022). Les études de cas ont en outre révélé que les investisseurs réagissaient fortement aux nouvelles [ESG](#) positives, alors qu'il n'y avait pas de réaction statistiquement significative aux nouvelles ESG négatives. Cela correspond à l'idée que les actionnaires récompensent apparemment les performances ESG positives, mais ne pénalisent pas les mauvaises conduites ESG (Nyakurukwa & Seetharam, 2023).

Graph 3: Performance en matière d'ODD, Afrique du Sud, 2023



Source: Sachs & Lafortune & Fuller & Drumm: SDG-report, 2023

5.2 Nigeria

Cartoon 7: piliers de la démocratie au Nigeria



Source: © [Mustapha Bulama](#); Northam, 2021

Le [Nigeria](#) est sous étroite surveillance depuis des décennies en raison de sa réputation notoire comme l'un des plus grands [pollueurs environnementaux](#) mondiaux concernant la production de pétrole et de gaz. Des études de cas ont révélé déjà en 2008 que les pratiques durables des entreprises « responsables », y compris trois indicateurs sélectionnés de pratiques commerciales durables, à savoir la santé et la sécurité des employés, la gestion des déchets et le développement communautaire, étaient significativement liées à la performance de l'entreprise, notamment parce que les pratiques de durabilité étaient inversement corrélés aux amendes, aux indemnités et aux pénalités (Ngwakwe, 2008). Cependant, il existe à ce jour une propension considérable au « blanchiment vert », y compris toutes sortes de fautes professionnelles qui ont abouti à ce que la plupart des fonds des déposants se retrouvent dans des poches privées ou à la création de fausses sociétés pour commettre des fraudes (Asikhia, 2016).

De plus, concernant la performance [ESG](#) du [Nigeria](#) en tant que souverain, le pays avait un record ESG épouvantable. Elle comptait parmi les retardataires mondiaux sur les questions ESG, et son exposition aux facteurs de risque ESG est restée extrêmement élevée (Fasan, 2021). Si la note ESG du Nigeria était basée sur les objectifs de développement durable ([ODD](#)) des [Nations unies](#), tels que l'éradication de la pauvreté, la faim zéro, la bonne santé et le bien-être, une éducation de qualité, l'égalité des sexes, l'eau potable et l'assainissement, une énergie abordable et propre, la réduction des inégalités, l'action climatique ainsi que la paix, la justice et des institutions fortes, ses scores seraient très négatifs. Concernant le principal critère ESG environnemental, le pays était connu pour ses [marées noires](#) massives et son [torchage excessif de gaz](#). On estime que 7,4 milliards de pieds cubes de gaz ont été brûlés en 2018, faisant du [Nigeria](#) le septième plus grand pays de [torchage de gaz au monde](#), avec des effets indirects dévastateurs de la désertification, des inondations, de la pollution et de l'érosion des sols (Fasan, 2021). Le gouvernement [Buhari](#) à [Abuja](#) a signé un projet de loi sur le changement climatique. Après tout, le Nigeria était jusqu'à présent l'un des trois seuls pays africains à avoir émis une obligation verte pour financer des projets verts selon l'enquête 2021 sur les obligations souveraines vertes, sociales et durables. Le Nigeria a émis son obligation verte pour la première fois en 2017, l'a répétée en 2020 et a indiqué son intention future de répéter l'émission d'obligations vertes. [Abuja](#) s'est engagé à atteindre zéro carbone net d'ici 2060 lors de la conférence des Nations Unies sur le changement climatique, [COP26](#), qui s'est

récemment conclue à [Glasgow](#), en Écosse en 2021 (Fasan, 2021). Concernant le pilier social ESG, le Nigeria avait des indices de développement humain et de capital humain également épouvantables. Il se classe 161e sur 189 pays dans [l'Indice de développement humain](#) des Nations Unies 2020. Sur les indicateurs de gouvernance, le Nigeria a obtenu 9 points sur 25, venant en deuxième place après la [Côte d'Ivoire](#). Il avait l'un des régimes anti-corruption les plus faibles au monde, avec un système de déclaration et de divulgation des actifs laxiste, l'absence d'ordonnance sur la richesse inexploquée ([UWO](#)) et des agences anti-corruption qui manquent de capacités d'enquête et de poursuite efficaces (Fasan, 2021).

Selon une étude de cas récente portant sur 20 entreprises manufacturières nigérianes pour la période 2017 à 2021, les rapports [ESG](#) n'ont eu aucun impact significatif sur la valeur de l'entreprise. En outre, aucun impact direct de l'ESG sur la valeur de l'entreprise n'a été observé, ce qui indique que la divulgation ESG n'aura un impact significatif sur la valeur de l'entreprise que si elle est axée sur l'amélioration de la rentabilité en augmentant les ventes grâce à une meilleure image publique et en réduisant les coûts financiers (Igbinovia & Agbadua, 2023).

Au Nigeria, les entreprises cotées sont tenues d'améliorer leur ESG. Le Nigerian Exchange Group Plc (NGX), publie un rapport annuel sur le développement durable répertoriant ses principales activités et celles de ses filiales dans le domaine du développement durable (Oni, 2023). Les attributs de l'entreprise ont eu un impact positif sur la mise en œuvre d'un cadre de reporting intégré, mais pas la structure de l'actionariat et l'âge de l'entreprise (Adelowotan & Udofia, 2021).

Remarquablement, même les sociétés multinationales ([MNC](#)) actives au Nigeria n'ont pas fait mieux. Dans quinze multinationales étudiées de 2011 à 2020, la sensibilisation à l'aspect social de l'ESG était très faible, probablement parce qu'elle n'avait pas d'impact significatif sur leur performance financière, bien que l'aspect environnemental et de gouvernance d'entreprise ait eu un impact significatif (Omolade & Ogungbade & Igbekoyi (2022)). Les capacités de composition des conseils d'administration des sociétés nigérianes non financières cotées ont eu des effets significatifs sur ses pratiques de divulgation environnementale, sociale et de gouvernance, y compris les qualifications des femmes administratrices (Fodio & Alhassan & Bello, 2021).

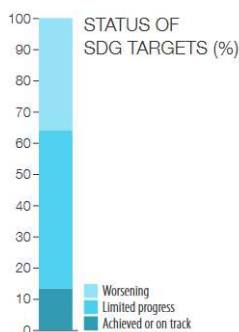
Chose intéressante, la sensibilisation à l'[ESG](#) s'étend aujourd'hui même aux [industries créatives](#) du Nigeria, par ex. aux fournisseurs de logiciels numériques pour les dessinateurs nigériens. Il y a clairement des considérations éthiques lorsque l'on travaille avec des dessinateurs, qui sont souvent confrontés à des questions controversées et testent les limites de la censure. Déjà, le Rapport créatif de l'UNESCO de 2013 soulignait le rôle clé que les industries créatives peuvent jouer dans la stimulation d'une croissance économique durable et inclusive dans les pays en développement (Northam, 2021).

Graph 4: Performance en matière d'ODD, Nigeria, 2023

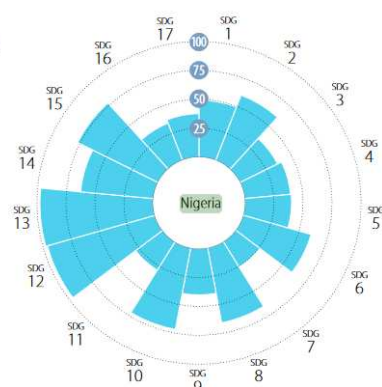
NIGERIA

Sub-Saharan Africa

OVERALL PERFORMANCE



AVERAGE PERFORMANCE BY SDG



SDG DASHBOARDS AND TRENDS

Source: Sachs & Lafortune & Fuller & Drumm: SDG-report, 2023

5.3 Senegal

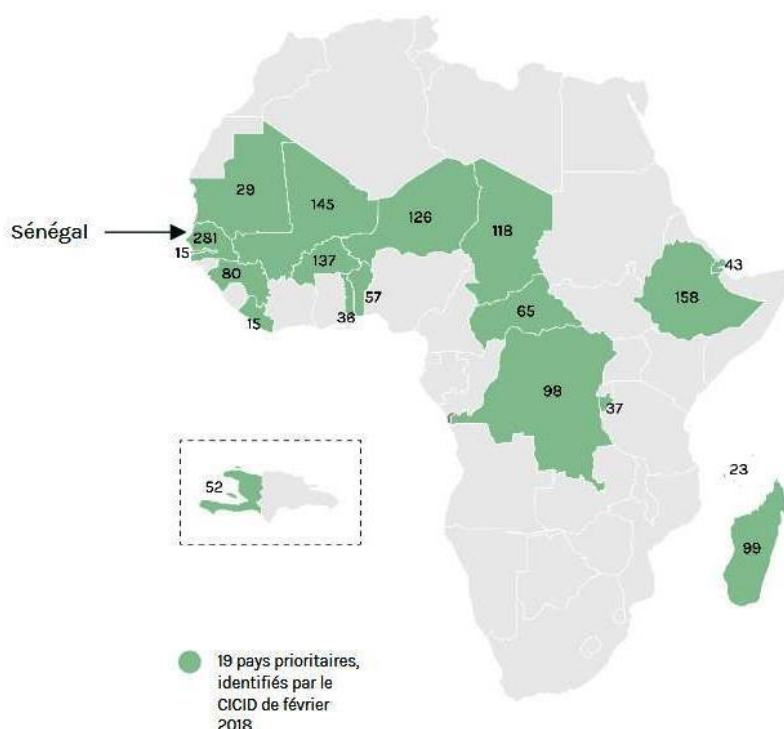
Cartoon 8: comment aider l'afrique ?



Source: © Plantu, [Cartooning for peace](#), 2005

En 2021, l'association française « Fair », dédiée à la promotion de la finance solidaire, a publié une étude pour cartographier « [l'investissement à impact](#) », c'est-à-dire les acteurs [ESG](#) au [Sénégal](#) et en [Côte d'Ivoire](#) (Fair, 2021). Il a déclaré que l'investissement d'impact, qui a déjà progressé en [Afrique anglophone](#) comme [l'Afrique du Sud](#), le [Ghana](#), la [Zambie](#), etc., était encore moins développé en [Afrique francophone](#).

Graph 5: APD française par pays prioritaire en ASS



Source: France Diplomatie, 2019 data, en € m; Fair (2021)

Graph 6: Principaux investisseurs ESG potentiels institutionnels et privés au Sénégal



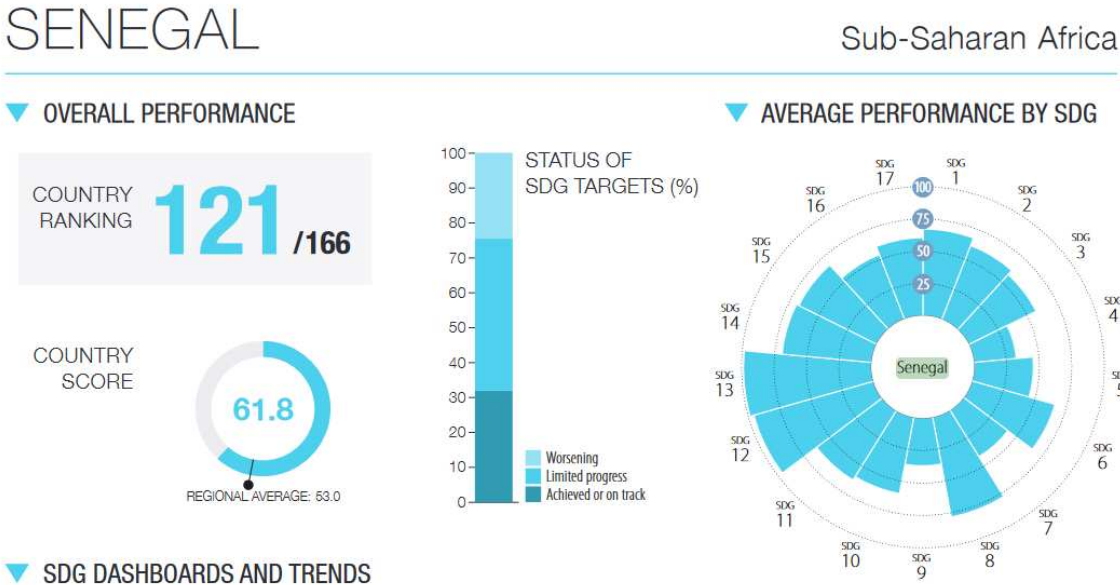
Source: Fair (2021)

Au-delà des grands investisseurs institutionnels et privés, le secteur de la [microfinance](#) a été perçu comme un pionnier de l'investissement durable et social, car il constitue l'un des leviers majeurs du développement en [Afrique de l'Ouest](#). Les dimensions sociales, financières et institutionnelles du microcrédit étaient considérables au Sénégal. De 1980 à 2013, la

croissance de ces formes d'investissement dans le secteur des Institutions de Microfinance (IMF) a été clairement visible, sauf dans les années 2007-2009 qui ont connu une diminution due aux effets de la crise financière (Ndour, 2015). À cet égard, deux tendances sont remarquables. Premièrement, le développement de la microfinance islamique, favorisée par la partie musulmane de la population, et deuxièmement, une tendance à la « méso finance ». Les prêts de mésofinancement vont de € 1 000 à 2 000 € et sont spécifiquement destinés aux petites et moyennes entreprises (PME). Cependant, les investisseurs ont eu du mal à trouver des entreprises à impact pour investir dans le secteur ESG, bien que l'intérêt pour l'investissement durable ait augmenté suite à la pandémie de COVID-19 au Sénégal (Fair, 2021).

Des études de cas sur le financement des énergies renouvelables ont révélé que le Sénégal a attiré des investissements relativement considérables dans le secteur des énergies renouvelables en raison des réformes du secteur de l'électricité. Cependant, il était apparemment basé sur une logique financière postcoloniale et racialisée, comme dans le parc éolien de 158,7 MW de Taiba N'Diaye, la plus grande centrale éolienne d'Afrique de l'Ouest, par capacité de production (Haag, 2022). Une autre étude de cas sur la gouvernance foncière des grands périmètres irrigués au Sénégal a révélé que les conflits autour des terres irriguées étaient révélateurs des demandes de la population pour une plus grande justice dans la gouvernance des périmètres irrigués respectant leurs droits fonciers traditionnels (Daré & Adamczewski-Hertzog & Ba, 2023). Une autre étude de cas a révélé des relations inégales et des injustices entre les exploitations agricoles familiales et les industries minières et autres entreprises privées dans les cultures maraîchères de la bande de Niayes au Sénégal. Ainsi, les terres exploitées depuis des générations par les exploitations familiales ont été préférentiellement concédées aux industries et aux entreprises privées au détriment de l'agriculture paysanne, alors qu'elles constituent leur base productive. Il en va de même pour les espaces classés pour la protection de l'environnement, tels que le Périmètre de Restauration des Niayes, la Réserve Naturelle Communautaire et la Bande de Filao (Mbaye, Tamsir et al., 2023).

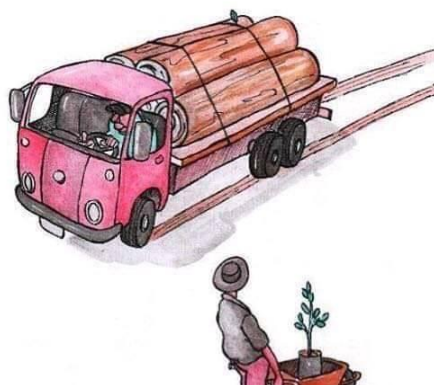
Graph 7: Performance en matière d'ODD, Senegal, 2023



Source: Sachs & Lafortune & Fuller & Drumm: SDG-report, 2023

5.4 Angola

Cartoon 9: 'La plantation d'arbres ne remplace pas les forêts'



Source: © [Associação dos Ambientalistas de Angola](#),
Facebook, 16 janvier 2021

La mobilisation des pays [africains lusophones](#) pour le développement durable, par ex. en l'incluant dans leurs stratégies nationales et dans leurs plans de développement, laisse beaucoup à désirer. Mais les gouvernements africains en général ne se sont jamais autant mobilisés pour intégrer les Objectifs de développement durable (ODD) dans leurs plans nationaux et l'[Agenda 2063](#) de l'[UA](#), adopté le 31 janvier 2015 à [Addis-Abeba](#), qu'au cours de la dernière décennie (Vieira, 2023). [L'Angola](#) s'est classé 155 (score : 50,82). Les pays anglophones et francophones d'[ASS](#) s'en sortent mieux, par ex. [Afrique du Sud](#) (rang : 108 ; score : 63,7), [Ghana](#) (rang : 110 ; score : 63,4), [Kenya](#) (rang : 118 ; score 61,0), [Gabon](#) (rang : 113 ; score : 62,8), [Sénégal](#) (rang : 126, score : 58,7), [Côte d'Ivoire](#) (rang : 127 ; score : 58,4) (SDS report 2022).

Graph 8: Mobilisation des gouvernements pour la durabilité :
l'exemple de l'Afrique lusophone
(SDS scoring 2020, classement mondial, plans de développement durable)

	São Tomé e Príncipe	Moçambique	Angola	Cabo Verde	Guiné-Bissau	Guiné-Equatorial
Pontuação ODS 2020	59,4	53,6	50,9	s/d	s/d	s/d
Ranking mundial (em 163 países)	123 ^o	143 ^o	124 ^o	s/d	s/d	s/d
Planos de desenvolvimento sustentável	✓	n.i	✓	✓	✓	n.i

Source: SD-Report 2022; Vieira, 2023

Un classement légèrement meilleur s'applique à l'Indice de développement humain ([IDH](#)), où [l'Angola](#) se classe 148 (score : 0,586 ; dans la catégorie de développement humain moyen), c'est-à-dire légèrement au-dessus de la moyenne de [l'ASS](#), et également au-dessus du [Nigeria](#) et du [Sénégal](#). Il se compare à [l'Afrique du Sud](#) (rang: 109; score: 0,713; dans la catégorie Développement humain élevé), au [Nigeria](#) (rang: 164; score: 0,535) et au [Sénégal](#) (rang: 170; score: 0,511), tous deux dans la catégorie de faible développement humain; le score IDH moyen de [l'ASS](#) était de 0,547 (UNDP (2022)).

Quant aux années à venir, le gouvernement angolais s'est finalement engagé à jouer un rôle de premier plan en matière de développement durable en [ASS](#). En novembre 2022, [l'UE](#) et [l'Angola](#) ont signé un accord de facilitation des investissements durables (SIFA). Il s'agissait du premier accord européen de ce type. L'objectif était de faciliter l'attraction et l'expansion des investissements tout en intégrant les engagements en matière d'environnement et de droits du travail dans les relations UE-Angola, en améliorant la transparence et la prévisibilité. Il comprenait également des dispositions visant à mettre en œuvre efficacement les normes internationales du travail et de l'environnement, telles que celles énoncées dans [l'Accord de Paris](#). En outre, le SIFA comprenait des références à la diligence raisonnable des investisseurs et pour soutenir la diffusion d'instruments importants sur la conduite responsable des entreprises, tels que les [Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme](#), le [Pacte mondial des Nations Unies](#), les [Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales](#) et les Principes directeurs de l'[OIT](#) de la Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale. L'accord doit encore être ratifié par les deux parties (ISSD, 2022).

De plus, [Luanda](#) s'est engagée à émettre une dette souveraine obligataire [ESG](#) pouvant atteindre 1 milliard de dollars dans un avenir proche, mais pas en 2023. Elle a d'abord dû se remettre de la récession induite par le [corona](#). Les rendements des obligations en dollars de l'Angola avaient chuté à environ 30 % lors de l'effondrement du marché [COVID-19](#) en mars 2020. Et tandis que l'Angola a réussi à émettre une [euro-obligation](#) en avril 2022, le pays, ainsi que d'autres émetteurs d'Afrique subsaharienne, a été exclu de l'international marchés de capitaux (Bavier & Do Rosario, 2023). En dehors de cela, le président [Joao Lourenço](#) s'est lancé dans une campagne ambitieuse de réforme de l'ancienne économie « socialiste », y compris une campagne de privatisation, au moins partielle, des entreprises publiques. Mais les plans de privatisation partielle du syndicat pétrolier d'État [Sonangol](#) ont été retardés parce que Luanda voulait s'assurer que tous les actifs étaient comptabilisés avant une double cotation prévue de Sonangol en Angola et d'un marché boursier étranger encore à choisir (Bavier & Do Rosario, 2023).

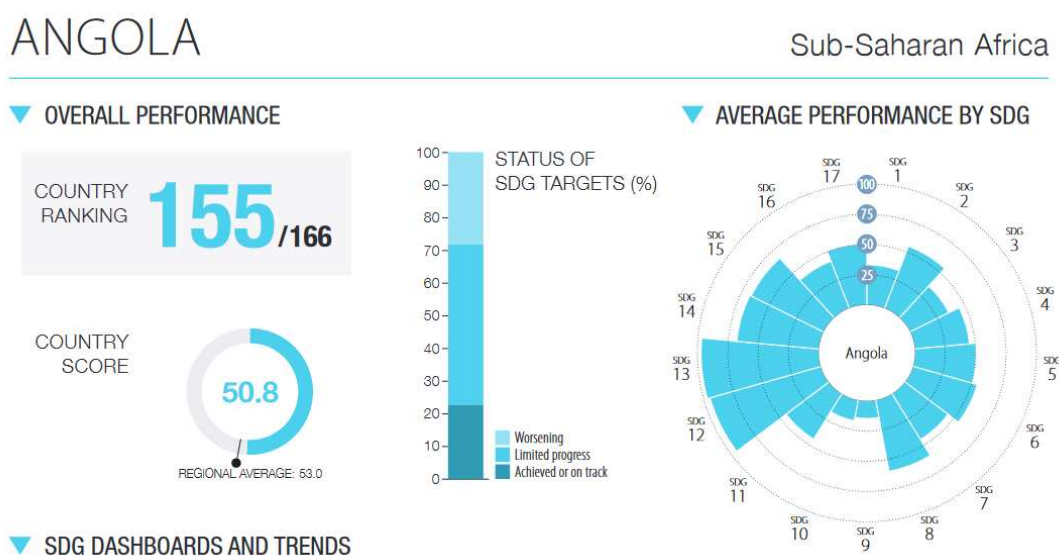
Une étude de cas d'entreprises à Luanda en 2019 a conclu que les entreprises angolaises agissaient positivement en termes de responsabilité sociale des entreprises ([RSE](#)), y compris des indicateurs tels que l'amélioration de la qualité de vie des travailleurs et l'engagement à réduire les émissions de gaz et de déchets et des matériaux de recyclage ainsi que leur relation et leur engagement envers la communauté environnante (Clemente, 2019). D'autres études de cas, par ex. de la Banco de Poupança e Crédito de Saurimoin (BPC) (Agostinho & Sapalo & Alberto, 2021), de la Banque de développement de l'Angola (BFA) (Valentim, 2022) et de 51 entreprises de la [province de Benguela](#) (Maquemba, 2019) arrivés à des conclusions similaires.

Cependant, les études se sont principalement appuyées sur des bibliographies, des sites internet et des fonds documentaires, et il reste à savoir si cet engagement correspond à la réalité ou plutôt reflète un « [greenwashing](#) ». Au moins, le groupe financier Espírito Santo (GES) avait utilisé la divulgation d'informations sur la RSE de 2003 à 2013 pour légitimer les pratiques de gestion néfaste et de fraude. Cela a révélé des façades organisationnelles et

l'utilisation de l'hypocrisie organisée comme outils pour gérer les conflits d'intérêts avec les parties prenantes et pour assurer la légitimité de l'organisation (Fernandes, 2021).

Une enquête antérieure du [PNUD](#) sur [l'entrepreneuriat social](#) d'entreprise (RSE) des employeurs en Angola (PNUD, 2013) a conclu qu'il existait différents niveaux de maturité dans la performance des entreprises. Il a révélé un grand écart entre les différents secteurs et aussi au sein de chaque secteur. Dans des secteurs tels que le pétrole et le gaz, un niveau élevé de maturité dans la gestion de l'administration sociale a été noté. Dans d'autres secteurs, certaines entreprises mènent, et le reste suit avec moins de degré d'implication et de communication sur les pratiques de RSE (UNDP, 2013).

Graph 9: Performance en matière d'ODD, Angola, 2023



Source: Sachs & Lafortune & Fuller & Drumm: SDG-report, 2023

6. Conclusion

L'investissement éthique a différentes facettes, notamment [l'investissement durable](#), socialement responsable, vert, à impact et [ESG](#). Les frontières ne sont pas tranchées, mais toutes partent d'une même vision. C'est-à-dire contribuer à un changement positif dans la société en investissant de l'argent de manière ciblée et ciblée, guidé par des normes morales (Benson, 2023). Ces derniers peuvent cependant différer sensiblement selon les régions, les religions et les classes sociales, même à l'intérieur d'un même pays. Certains investisseurs veulent inclure uniquement les [investissements à impact](#) positif, tandis que d'autres essaient simplement d'exclure les investissements à impact négatif ou « péchés ». Selon les preuves disponibles, l'investissement d'impact, qui a déjà progressé dans certains pays [africains anglophones](#), comme [l'Afrique du Sud](#), le [Ghana](#) et la [Zambie](#), était encore moins développé en [Afrique francophone](#) et [lusophone](#).

Pourtant, même dans les sociétés démocratiques, il existe des biens moraux et civiques que les marchés n'honorent pas et que l'argent ne peut pas acheter, et de graves dommages moraux peuvent être causés à nos valeurs par les marchés mondiaux. L'une des principales raisons est que les pays à « [économie de marché](#) » sont passés à une « société de marché », traitant notre environnement, et même nous-mêmes comme des marchandises (Sandel, 2013).

Ainsi, [l'investissement éthique](#) n'est pas nécessairement non rentable. Des études de cas ont montré que ses performances sont souvent similaires à celles des fonds traditionnels, voire supérieures. Ainsi, l'investissement [ESG](#) peut éviter des amendes et des poursuites pour des problèmes tels que la mauvaise gestion de l'élimination des déchets toxiques, le harcèlement sexuel et les transactions frauduleuses. Ils peuvent offrir des niveaux de risque de marché inférieurs même sur des marchés volatils comme lors de la récession de la pandémie de COVID-19 (Benson, 2023). La gouvernance d'entreprise joue un rôle crucial en tant qu'outil pour stimuler les investissements dans le développement durable (Aguilera & Aragón-Correa & Marano & Tashman, 2021). Ainsi, l'indépendance du conseil d'administration de l'entreprise, la taille du conseil et la présence de femmes au conseil d'administration pourraient sensiblement améliorer la divulgation volontaire ESG, alors que la propriété du conseil d'administration et la dualité du PDG n'améliorent pas nécessairement sa divulgation (Lagasio & Cucari, 2019).

Cependant, même dans les régimes « socialistes » centralisés comme la [Chine](#), les hiérarchies spécifiques au genre et les pratiques de mise en réseau relient intimement l'État et la société par le biais du marché et des structures du pouvoir de l'État (Osburg, 2013). Les controverses sur la moralité, les privilèges et les sentiments dans les conditions de la marchandisation capitaliste caractérisent les réseaux d'élite des nouveaux riches chinois. Ils révèlent les frontières floues de l'action légitime et de l'illégalité, par ex. dans les réseaux [guanxi](#) personnels et commerciaux, mutuellement bénéfiques d'entrepreneurs privés, de fonctionnaires et de dirigeants d'entreprises publiques (Osburg, 2013).

Les banques multilatérales de développement (BMD) telles que la [Banque mondiale](#), la Banque islamique de développement ([BID](#)), la Banque de commerce et de développement d'Afrique orientale et australe (TDB), la Banque de développement de l'Afrique de l'Est (EADB) et la Banque ouest-africaine de développement ([BOAD](#)) peuvent jouer un rôle de premier plan en tant que créateurs d'agendas et « [entrepreneurs de morale](#) » également en [Afrique subsaharienne](#). Ils sont souvent le premier interlocuteur des organisations internationales gouvernementales, non-gouvernementales et de la société civile souhaitant établir un cadre financier durable dans les pays en développement (Mendez & Houghton, 2020). Ils peuvent utiliser leur accès privilégié aux connaissances locales pour donner plus de sécurité et de 'bancabilité' aux projets verts, par ex. en assumant une partie du risque de défaut des marchés financiers locaux faibles et risqués dans des environnements difficiles ou en atténuant la perception du risque par sa participation même (Mendez & Houghton, 2020). D'autre part, la concentration sans précédent du pouvoir entre les « trois grands » gestionnaires d'actifs mondiaux, [BlackRock](#), [Vanguard](#) et [State Street](#), montre une certaine réticence à l'égard de l'activisme en faveur du développement durable spécifique à l'entreprise, au point qu'ils peuvent s'engager dans [l'écoblanchiment](#) des entreprises (Christie & Davis, 2021).

Malheureusement, l'intérêt croissant des consommateurs et des investisseurs pour [l'investissement éthique](#) a également révélé la tension entre les « économies morales de l'argent », le « silence monétaire », y compris la corruption, et le « blanchiment vert » (Feinig, 2022). Des deux côtés, le langage moral est le plus influent lorsqu'il est conçu pour s'aligner sur les valeurs et la mission de l'entreprise. Selon les études de cas, le soutien à l'obligation (c'est-à-dire la culpabilité anticipée du manager), plutôt que l'inspiration (c'est-à-dire la motivation pro-sociale du manager) a agi comme médiateur de cet effet interactif (Mayer & Ong & Sonenshein & Ashford, 2019).

Néanmoins, même sur des volatils marchés africains naissants, l'investissement durable présente des opportunités prometteuses tant pour les entreprises que pour le secteur financier. Encourager les investissements durables, tout en renforçant les cadres juridiques et en s'attaquant aux divers obstacles économiques, sociaux et réglementaires, peut contribuer au développement de marchés solides et stables en Afrique subsaharienne. Ceci, d'autant plus si les banques, ainsi que les gouvernements et les agences donatrices, rendent les marchés financiers plus inclusifs et accessibles à la majorité de la population plutôt que de profiter uniquement à une élite au pouvoir. Dans les conditions africaines, cela nécessiterait également d'accorder une plus grande attention aux petites et moyennes entreprises, aux femmes entrepreneurs et de combler le fossé des connaissances et l'accès aux ressources qui dominent le secteur (IFC, 2014).

Bibliographie

- Addaney**, Michael & Emma Charlene **Lubaale** (2021): [An unintended legacy: The external policy responses of the USA and European Union to conflict minerals in Africa](#). *Laws* vol. 10 (2), pp. 1-17
- Adelowotan**, Michael O. & Ini E. **Udofia** (2021): [Do corporate attributes drive integrated reporting amongst listed companies in Nigeria?](#) *Journal of Economic and Financial Science*, vol. 14 (1), pp. 1-8
- AEFR** (2016) : [Rapport moral sur l'argent dans le monde 2015-2016](#). Association Europe-Finances-Régulations (AEFR); 1er édition (17 mai 2016).- *Revue d'économie financière*, No. 133, (2019), pp. 1-8
- Agostinho**, Divin Iava & Albano Freitas Lemos **Sapalo** & Nerino Manuel **Alberto** (2021): [Elaboração de uma Estratégia Empresarial para a Sustentabilidade do BPC-Saurimo, Província da Lunda Sul-Angola](#). *Maestro y Sociedad*, vol. 18 (4), pp. 1584-1606
- Aguilera**, R. V. & J. A. **Aragón-Correa** & V. **Marano** & P.A. **Tashman** (2021): [The Corporate Governance of Environmental Sustainability: A Review and Proposal for More Integrated Research](#). *Journal of Management*, vol. 47(6), pp. 1468–1497
- Al-Hiyari**, Ahmad & Abdulsalam **Mas'ud** & Mohamed.C. **Kolsi** (2023): [Environmental, social and governance \(ESG\) activity and corporate controversies in South Africa: The interacting role of a skillful board](#). In: Hamdan, A., Shoaib, H.M., Alareeni, B., Hamdan, R. (eds): *The Implementation of smart technologies for business success and sustainability. Studies in systems, decision and control*, vol. 216. Springer, Cham.
- Akhtaruzzaman**, Md & Sabri **Boubaker** & Zaghum **Umar** (2022): [COVID–19 media coverage and ESG leader indices](#). *Finance Research Letters*, vol. 45, pp 1-9
- Appiah-Konadu**, P. & N. **Amoah** & M.A. **Acquah** (2022): [Sustainable Investment in Africa: Beyond ESG](#). In: Ogunyemi, K., Atanya, O., Burgal, V. (eds): *Management and Leadership for a Sustainable Africa*, Volume 1. Palgrave Studies in African Leadership. Palgrave Macmillan, Cham
- Asikhia**, Olalekan (2016): [Ethical banking determinants across nations: A Meta-Analysis](#). *Journal of Economics and Behavioral Studies*, vol. 8 (3), pp. 115-126 (case studies of Nigeria and Kenya)
- Austin**, Duncan (2020): [The history of ESG in 5 cartoons: What next?](#) *Linked-in*, 21 April 2020
- Bannon**, Ian & Paul **Collier** (eds.) (2003): [Natural resources and violent conflict: Options and actions](#). Washington, DC: World Bank, 429 p.
- Bardy**, Roland & Stephen Drew & Tumenta F. **Kennedy** (2012): [Foreign investment and ethics: How to contribute to social responsibility by doing business in less-developed countries](#). *Journal of Business Ethics*, vol. 106 (3), pp. 267-282
- Bavier**, Joe & Jorgelina Do **Rosario** (2023): [Angola's next debt issuance to be ESG bond, but not in 2023](#). *Reuters*, 14 April 2023
- Benson**, Alana (2023): [What is ethical investing and how do you do it?](#) *Nerdwallet.com*, 7 March 2023
- Caporale**, G.M. & L. **Gil-Alana** & A. **Plastun** et al. (2022): [Persistence in ESG and conventional stock market indices](#). *Journal of Economics and Finance*, vol. 46, pp. 678–703
- Christie**, A. & UC **Davis** (2021): [The agency costs of sustainable capitalism](#). *Law Review*, vol. 55(2), pp. 875-954; also available as: [SSRN](#), University of Cambridge Faculty of Law Research Paper No. 7/2021, 80 p.
- Clemente**, Dêlcio Evandro Guilherme (2019): [Responsabilidade social empresarial e sustentabilidade - um estudo aplicado a organizações angolanas](#). Universidade Lusófona de Humanidades e Tecnologias, Escola de Ciências Económicas e das Organizações, Lisbon, Master thesis, 127 p.
- Daré**, William's & Amandine **Adamczewski-Hertzog** & Alpha **Ba** (2023) : [Gouvernance foncière des grands périmètres irrigués au Sahel et justice sociale](#). *Cahiers Agricultures*, vol. 32 (15), pp. 1-8

- Dube**, Cuma Velile (2020): [The challenges and opportunities in ESG integration in investment activities for private equity firms/funds in South Africa](#). Faculty of Commerce, Rhodes Business School, MA-thesis, 83 p.
- Duclerc**, Mathilde Fois (2021) : [Book review](#) : Ariel Wilkis, Le pouvoir moral de l'argent. Classes populaires et économie du quotidien. *Open Edition Journals*, online, 21 June 2021
- Encyclopedia** (2023): [Textiles and international trade](#). *Encyclopedias almanacs transcripts*, 2023
- European Ombudsman** (2020): [The European Commission's decision to award a contract to BlackRock Investment Management to carry out a study on integrating environmental, social and governance \(ESG\) objectives into EU banking rules](#). Brussels, 23 November 2020
- European Parliament** (2021): [BlackRock and the Commission underestimating conflicts of interest](#). Parliamentary question - E-000253/2021, 18 January 2021
- Fair** (2021) : [Cartographie des acteurs de l'investissement à impact au Sénégal et en Côte d'Ivoire](#). *Finance-Fair.org*, July 2021, 50 p.
- Fasan**, Olu (2021): [ESG: Nigeria fails on the environmental, social and governance fronts](#). *Business-Day*, 22 November 2021
- Feinig**, Jakob () : [Moral economies of money: Politics and the monetary constitution of society](#). Stanford Univ. Pr., October 2022, 208 p.
- Fernandes**, Renata Duarte (2021): [A responsabilidade social empresarial \(RSE\) e o escândalo financeiro do Grupo Espírito Santo \(GES\)](#). Universidade do Minho, Escola de Economia e Gestão, MA thesis, 96 p.
- Fodio**, M. I. & A.S. **Alhassan** & M. B. **Bello** (2021): [Effect of board capabilities on environmental, social and governance disclosure practices of listed non-financial firms in Nigeria](#). *Lafia Journal of Economics and Management Sciences*, vol. 6 (1) (1), pp. 1-20
- FT** (2023): [Moral money summit Africa: Unlocking capital to drive sustainable growth](#). London: *Financial Times*, accessed: 19 June 2023
- Haag**, Steffen (2022): [Old colonial power in new green financing instruments. Approaching financial subordination from the perspective of racial capitalism in renewable energy finance in Senegal](#). *Geoforum*, online 21 October 2022 (n.p.)
- Hadi**, Moshood Atanda (2016): [Nigerians perceptions of corruption and Islamic view](#). *Journal of University Scholars in Religions (JUSREL)*, vol. 1 (8), pp. 1-19
- Hansrajh**, Thejal (2020): [South Africa's long walk to 4IR](#). *Linkedin*, 29 November 2020
- Harvey**, Ross (2019): [Governing with or against the grain? Challenges confronting African governments and foreign players in Africa's extractives sector](#). *South African Journal of International Affairs*, vol. 26 (2), pp. 173-184
- Hornes**, Martin (2021): [State money transfers and intimacy: The moral dimension of money in Argentine household](#). *Revista de Estudios Sociales* [online]. pp. 30-41
- IFC** (2014): [Sustainable and responsible banking in Africa - A getting started guide](#). International Finance Corporation, Nairobi, 40p.
- Igbinovia**, Ikponmwo Michael & Bamidele Oyakhromhe **Agbadua** (2023): [Environmental, social, and governance \(ESG\) reporting and firm value in Nigeria manufacturing firms: The moderating role of firm advantage](#). *Jurnal Dinamika Akuntansi Dan Bisnis*, vol. 10 (2), pp. 149-162
- ISSD** (2022): [EU and Angola conclude Sustainable Investment Facilitation Agreement—the first EU agreement of this kind](#). Winnipeg: International Institute for Sustainable Development, 26 December 2022
- Jiang**, Ping-Chuan & Gen-Fu **Feng** & Hao-Chang **Yang** (2022) : [New measurement of sovereign ESG index](#). *Innovation and Green Development*, vol. 1, pp. 1-10
- Joffe**, Hilary (2022): [World Bank loan rewards SA for reform 'breakthrough' Amount has to be repaid in 13 years](#). *Business-Day*, 24 January 2022
- Kenton**, Will (2022): [Ethical investing: Overview and how to do it](#). *Investopedia*, Updated May 20, 2022 - Reviewed by Gordon Scott ..

- Kohnert, Dirk** (2022): [Machine ethics and African identities: Perspectives of artificial intelligence in Africa](#). MPRA WP, No. 113799; SSRN-WPS, No. 4163096
- Kohnert, Dirk** (2022): [The impact of Russian presence in Africa](#). MPRA paper, No. 112564, pp. 1-20
- Kohnert, Dirk** (2022a): [The impact of Islamist terrorism on Africa's informal economy: Kenya, compared with Ghana and Senegal](#). SSRN-WPS, No. 4145928, pp. 1-26
- Lagasio, Valentina & Nicola Cucari** (2019) : [Corporate governance and environmental social governance disclosure: A meta-analytical review](#). *Corporate Social Responsibility and Environmental Management*, vol. 26 (4), pp. 701-711
- Lythgoe, Anne & Matthew Baqueriza-Jackson** (2021): [Social value in commissioning](#). In: Richards, A. and Nicholls, J. (Ed.) *Generation Impact*. Emerald Publishing Limited, Bingley, pp. 125-133
- Maquemba, Rivoty** (2019): [Inovação, desempenho e responsabilidade social empresarial](#). MA thesis
- Martini, Alice** (2021): [Socially responsible investing: from the ethical origins to the sustainable development framework of the European Union](#). *Environ Dev Sustain*, vol. 23(11), pp. 16874–16890
- Matemane, Reon & Tankiso Moloji & Michael Adelowotan** (2022): [Appraising executive compensation ESG-based indicators using analytical hierarchical process and Delphi techniques](#). *Journal of Risk and Financial Management*, vol. 15 (10), pp. 1-19
- Mayer, D. M. & M. Ong & S. Sonenshein & S.J. Ashford** (2019). [The money or the morals? When moral language is more effective for selling social issues](#). *Journal of Applied Psychology*, vol. 104 (8), 1058–1076
- Mbaye, Tamsir et al.** (2023): [Enjeu de justice et effet des industries extractives sur la gouvernance foncière locale au Sénégal](#). In : William'S Daré, Alpha Ba : *Justice environnementale dans les espaces ruraux en Afrique*, pp. 137-156
- Mendez, Alvaro & David Patrick Houghton** (2020): [Sustainable banking: The role of multilateral development banks as norm entrepreneurs](#). *Sustainability*, vol. 12 (3), pp. 1-21
- Moral Money Summit Africa (2023)**: *Unlocking capital to drive sustainable growth Digital & In-Person*. Johannesburg, South Africa, #FTMoralMoney. Briefing: Agenda of summit to be held on 21 November 2023. Source: <https://moralmoneyafrica.live.ft.com/>
- Ngwakwe, C.C.** (2008): [Environmental responsibility and firm performance: Evidence from Nigeria](#). *Proc. World Acad. Sci. Eng. Technol.* 2008, vol. 2, pp. 1055–1062
- Northam, Julie** (2021): [BU research tackles global challenges – digital artists \(Nigeria\)](#). Bornemouth University, *BU research blog*, 12 February 2021
- Ndour Ndiouma** (2015) : [Peut-on parler d'investissement socialement responsable dans les institutions de microfinance ? Dimension et mesures sur le marché sénégalais](#). *Les Cahiers de l'association Tiers-Monde*, n°30, pp. 107-116
- Nyakurukwa, Kingstone & Yudhvir Seetharam** (2023): [Investor reaction to ESG news sentiment: evidence from South Africa](#). *Economia*, online, pp. 1-18
- Ogunniyi, Olayemi Jacob & James Onochie Akpu** (2019): [The challenge of drug trafficking to democratic governance and human security in West Africa: A historical reflection](#). *Africa Development*, vol. 44 (4), pp. 29–50
- Omolade, O.F. & O. I. Ogungbade, O. I. & O. E. Igbekoyi** (2022): [Environmental, Social, and Governance Disclosure and Financial Performance of Multinational Companies \(MNCs\) in Nigeria](#). *International Journal of Management Studies and Social Science Research*, vol. 4, pp. 96-106
- Osburg, John** (2013): [Anxious wealth: Money and morality among China's New Rich](#). Stanford University Press, 248 p.
- Omolade, O.F. & O. I. Ogungbade & O. E. Igbekoyi** (2022): [Environmental, Social, and Governance Disclosure and Financial Performance of Multinational Companies \(MNCs\) in Nigeria](#). *International Journal of Management Studies and Social Science Research*, vol. 4, pp. 96-106
- Oni, Sola** (2023): [Quoted companies and the power of ESG](#). *Business-Day*, 9 March 2023

- Peterson, G.** (2021), "[Moral money: Do No Harm in Social Investing](#)", Richards, A. and Nicholls, J. (Ed.) *Generation Impact*, Emerald Publishing Limited, Bingley, pp. 115-122
- Reynolds, Brandan** (2019): [Ramaphosa nails down South African Reserve Bank independence](#). *Business-Day*, 12 July 2019
- Sachs, Jeffrey D. & Guillaume Lafortune & Grayson Fuller & Eamon Drumm** (2023): [Implementing the SDG Stimulus. Sustainable development report 2023](#). Dublin University Press Dublin, Ireland, 2023, 564 p.
- Sandel, Michael J.** [What money can't buy: The moral limits of markets](#). New York: Farrar, Straus and Giroux; Reprint Edition (2. April 2013), 256 p.
- Schulte, Meike & Cody Morris Paris** (2020): [Blood diamonds: an analysis of the state of affairs and the effectiveness of the Kimberley Process](#). *International Journal of Sustainable Society*, vol. 12(1), pp. 51-75
- Simmel, Georg** (2004): [The philosophie of money](#). Routledge; Revised Edition (1. April 2004), first published in German: *'Philosophie des Geldes'* (1900). Leipzig: Duncker & Humblot (2nd ed., 1907) [The Philosophy of Money], 616 p
- Singhania, Monica & Neha Saini** (2021): [Quantification of ESG regulations: A cross-country benchmarking analysis](#). *Vision - The Journal of Business Perspective*, vol. 26 (2), pp. 163-171
- Stroobants, Jean-Pierre** (2020): [Dans l'affaire BlackRock, la Commission européenne accusée d'avoir mal évalué le risque de conflit d'intérêt](#). *Le Monde*, 25 novembre 2020
- Tasimi, Arber & J. J Gross** (2020). [The dilemma of dirty money](#). *Current Directions in Psychological Science*, 29(1), pp. 41–46
- Tasimi, Arber & Obi Friedman** (2023): [An adversarial collaboration on dirty money](#). *Social Psychological and Personality Science*, 0(0) online
- UNDP (2013)**: [Responsabilidade social empresarial - Situação actual em Angola](#). 98 p.
- UNDP (2022)**: [2021/22 Human Development Report: Uncertain times, unsettled lives: Shaping our future in a transforming world](#), New York, September 2022
- UNEP (2005)**: [Sustainability banking in Africa report](#). United Nations Environment Programme Finance Initiative, *CEO-briefing*, pp. 1-12
- Unmüßig, Barbara & Stefan Cramer** (2008): [Afrika im Klimawandel](#). *GIGA-Focus*, Nr. 2, Leibniz-Institut für Globale und Regionale Studien. Hamburg
- Valentim, Neidy Patrícia Delgado** (2022): [Responsabilidade social corporativa no Banco de Fomento de Angola](#). University of Lisbon, MA thesis, 96 p.
- Vieira, Inês** (2023): [Investimento Sustentável precisa-se para a África que queremos](#). London: [Ernst & Young](#), online, (n.a.) (n.p.)
- Wang, Guogang** (2019): [Marx's monetary theory and its practical value](#). *China Political Economy*, vol. 2 (2), pp. 182-200
- Wilks, Ariel** (2017): [The moral power of money: Morality and economy in the life of the poor \(Culture and Economic Life\)](#). Stanford University Press, 206 p.
- Zelizer, Viviana A.** (2017): [The social meaning of money: Pin money, paychecks, poor relief, and other currencies](#). Reprint Edition, *first published 1994*, Princeton Univ. Press, 320 p.

Abstract: [*Moral Money in Sub-Saharan Africa? On ensuring ethics to drive sustainable investment*] - Money rules the world. But the importance of money is far greater than conventional economic theory and its heroic equations suggest. People have invented their own forms of currency, they have used money in ways that baffle market theorists, they have incorporated money into friendship and family relationships, and they have changed the process of spending and saving. Individuals, families, governments and businesses have given money a social meaning in ways that economists could not even dream of before. A century ago, Georg Simmel, in his *Philosophy of Money*, pointed to various systems of exchange for goods and services that made possible the existence of incomparable value systems (land, food, honour, love, etc.) that supposedly made personal freedom possible. More recently, Ariel Wilkis brought Pierre Bourdieu's sociology of power into dialogue with Viviana Zelizer's sociology of money. He showed that money is a crucial symbol used to negotiate not only material possessions but also the political, economic, class, gender and generational ties between people. The growing threat of international terrorism has raised awareness that its existence is in itself an economic fact, as it is financed in various ways. The Moral Money Summit Africa, to be held in Johannesburg, South Africa, in November 2023, aims to unlock capital to promote sustainable growth in Sub-Saharan Africa (SSA). This is overdue, considering that multinational companies in SSA have been polluting the environment for decades and that corruption, money laundering, investments in conflict diamonds, arms and drug trafficking are widespread. The summit aims to answer questions such as: What role can Africa play in the global decarbonisation dilemma? How can ethics be ensured in commodity supply chains? How can ethical investors avoid investing in "sin stocks" such as "blood diamonds", arms and drug trafficking? However, given the unbroken power of multinational corporations and investment managers, the outcome of such summits is questionable. Comparative analyses of ESG awareness and frameworks in Anglophone, Francophone and Lusophone African countries reveal significant differences. The most powerful three global asset managers, BlackRock, Vanguard and State Street, still show 'rational restraint', especially about firm-specific sustainability activism. Also, they can use their power to engage in "rational hypocrisy", similar to corporate greenwashing.

Zusammenfassung: [*Moralisches Geld in Afrika südlich der Sahara? Über Ethik als Antrieb für nachhaltige Investitionen*] – Geld regiert die Welt. Die Bedeutung des Geldes ist jedoch weitaus größer, als die konventionelle Wirtschaftstheorie und ihre heroischen Gleichungen vermuten lassen. Die Menschen haben ihre eigenen Währungsformen erfunden, sie haben Geld auf eine Art und Weise verwendet, die Markttheoretiker vor ein Rätsel stellt, sie haben Geld in Freundschafts- und Familienbeziehungen eingebunden und den Prozess des Ausgebens und Sparens verändert. Einzelpersonen, Familien, Regierungen und Unternehmen haben dem Geld in einer Weise eine soziale Bedeutung verliehen, von der Wirtschaftswissenschaftler bisher nicht einmal träumen konnten. Bereits vor einem Jahrhundert wies Georg Simmel in seiner *Philosophie des Geldes* auf verschiedene Tauschsysteme für Waren und Dienstleistungen hin, die die Existenz unvergleichlicher Wertesysteme (Land, Nahrung, Ehre, Liebe usw.) ermöglichten, die angeblich die persönliche Freiheit ermöglichten. In jüngerer Zeit brachte Ariel Wilkis die Soziologie der Macht von Pierre Bourdieu mit der Soziologie des Geldes von Viviana Zelizer in einen Dialog. Er zeigte, dass Geld ein entscheidendes Symbol ist, mit dem nicht nur materieller Besitz, sondern auch die politischen, wirtschaftlichen, klassen-, geschlechts- und generationsbedingten Bindungen zwischen Menschen verhandelt werden. Die wachsende Bedrohung durch den internationalen Terrorismus hat das Bewusstsein dafür geschärft, dass dessen Existenz an sich eine wirtschaftliche Tatsache ist, da er auf verschiedene Weise finanziert wird. Der Moral Money Summit Africa, der im November 2023 in Johannesburg, Südafrika, stattfinden soll, zielt darauf ab, Kapital freizusetzen, um nachhaltiges Wachstum in Subsahara-Afrika (SSA) zu fördern. Dies wäre überfällig, wenn man bedenkt, dass multinationale Unternehmen in SSA seit Jahrzehnten die Umwelt verschmutzen und Korruption, Geldwäsche, Investitionen in Konfliktdiamanten, Waffen- und Drogenhandel weit verbreitet sind. Ziel des Gipfels ist es, Fragen zu beantworten wie: Welche Rolle kann Afrika in dem globalen Dekarbonisierungsdilemma spielen? Wie kann die Ethik in den Rohstofflieferketten sichergestellt werden? Wie können ethische Investoren Investitionen in "Sündenaktien" wie "Blutdiamanten", Waffen- und Drogenhandel vermeiden? Angesichts der ungebrochenen Macht der multinationalen Konzerne und Investmentmanager ist das Ergebnis solcher Gipfeltreffen jedoch fraglich. Vergleichende Analysen des ESG-Bewusstseins und der ESG-Rahmenbedingungen in anglophonen, frankophonen und lusophonen afrikanischen Ländern zeigen erhebliche Unterschiede auf. Die drei mächtigsten globalen Vermögensverwalter, BlackRock, Vanguard und State Street, zeigen nach wie vor "rationale Zurückhaltung", insbesondere in Bezug auf firmenspezifischen Nachhaltigkeitsaktivismus. Auch sie können ihre Macht nutzen, um "rationale Heuchelei" zu betreiben, ähnlich wie beim Greenwashing von Unternehmen.